

## Aperçu général

Le rythme intense de la mondialisation entraîne une amélioration des conditions de vie sans précédent dans le monde entier — mais pas pour tout le monde. Certains pays et certains groupes sociaux sont distancés. Même dans les pays qui ont largement profité de la mondialisation, les tensions latentes qui existent sur le marché du travail explosent parfois pour dégénérer en troubles civils. Par ailleurs, pour autant qu'elle soit essentielle à l'amélioration des conditions de vie, la croissance économique a des effets négatifs sur ce que beaucoup qualifient de « patrimoine commun » et suscite de ce fait des préoccupations quant à la viabilité de la croissance à long terme.

Ces pressions s'intensifieront probablement au cours des prochaines années. En effet, au fur et à mesure que les marchés s'intègrent, la concurrence entre les pays — leurs entreprises et leurs salariés — s'accroît. Les pays en développement, autrefois en marge de l'économie mondiale, se trouvent maintenant sur le devant de la scène et deviennent de solides concurrents sur les marchés des pays à revenu élevé ainsi que sur leurs marchés respectifs. Les préoccupations suscitées par la concurrence exercée par la Chine et d'autres fournisseurs dans lesquels les salaires sont peu élevés font régulièrement la une des journaux aussi bien des pays riches que des pays pauvres. Le déplacement des emplois non manuels par suite de la mondialisation de l'offre de services, souvent en direction de pays en développement comme l'Inde, alimente des discussions passionnées dans le cadre d'émissions-débats et est le thème de plusieurs livres à grand tirage<sup>1</sup>.

L'intégration mondiale — des échanges, des finances, des technologies, des idées et des personnes — se poursuivra-t-elle à un horizon prévisible ? Si c'est le cas, que cela signifiera-t-il pour les pays en développement et pour les pays qui, aujourd'hui, ont des revenus élevés ? De quelle manière l'intégration mondiale, conjuguée à l'évolution démographique, aux mutations techniques et à d'autres forces encore, agira-t-elle sur la répartition du revenu et sur les marchés du travail dans les pays riches et dans les pays pauvres ? Quel sera son impact sur les menaces qui, dans les domaines de l'environnement mondial et de la santé, assombrissent les perspectives de croissance à long terme.

*Global Economic Prospects 2007* examine toutes ces questions. Le débat est organisé sur la base d'une série de scénarios de croissance pour les années 2006 à 2030. Cette manière de procéder vise à permettre d'analyser les opportunités et les tensions suscitées par l'intégration. Le but n'est pas de prévoir l'avenir mais de faire mieux ressortir les choix qui s'offrent au monde aujourd'hui. Les responsables nationaux doivent décider quelle est la meilleure manière de faire face à la mondialisation — car la croissance et la compétitivité à long terme de leur pays est en jeu. Les responsables internationaux doivent, quant à eux, de trouver les moyens de promouvoir la collaboration entre les pays pour assurer la poursuite d'une croissance qui n'engendre pas de déséquilibre.

### **Les perspectives pour 2007 et 2008 — un horizon dégagé avec quelques points sombres**

Les perspectives de l'économie mondiale restent relativement souriantes à moyen terme (chapitre 1). Bien que le rythme de l'expansion économique se ralentisse, les économies en développement devraient, selon les projections, afficher des taux de croissance de 7 % en 2006, soit plus du double des taux affichés par les pays à revenu élevé (3,1 %), l'ensemble des régions en développement devant enregistrer un taux de croissance de l'ordre de 5 % ou plus (figure 1).

Pour les périodes à venir, la faiblesse des pressions inflationnistes et l'ampleur de l'épargne dans les pays exportateurs de pétrole et en Europe (les Européens se préparant à faire face aux problèmes associés au vieillissement de leurs sociétés) devraient maintenir les taux d'intérêt à long terme à des niveaux peu élevés. Il s'ensuit que, même si elle se ralentit quelque peu dans les pays en développement au cours des deux prochaines années, la croissance devrait rester très robuste — et dépasser 6 % en 2007 et en 2008. La hausse de l'offre des principaux produits de base, conjuguée aux mesures de substitution et de conservation prises du côté de la demande, devrait se traduire par un certain fléchissement des prix, notamment du pétrole, bien que la poursuite d'une solide croissance mondiale ait pour effet de maintenir les cours des produits de base à des niveaux élevés au regard des chiffres du passé.

Bien qu'une baisse progressive du taux de croissance vers un niveau robuste mais viable reste le scénario le plus probable, cette évolution positive pourrait être compromise par des menaces non négligeables. Les efforts déployés pour maîtriser l'expansion dans certains des pays en développement qui se développent le plus rapidement peuvent ne pas aboutir, de sorte que ces pays pourraient afficher une croissance plus rapide à court terme mais un ralentissement plus prononcé par la suite. Un repli plus rapide que prévu du marché immobilier dans les pays à revenu élevé pourrait donner à l'économie un coup de frein également bien plus brusque que prévu et, ce faisant, affaiblir la demande mondiale. Des perturbations des marchés pétroliers restent toujours du domaine du possible et le contrecoup du déficit des transactions courantes des États-Unis et les excédents affichés en contrepartie par les pays exportateurs de pétrole et l'Asie de l'Est peuvent également être sources de perturbations si le rééquilibrage s'effectue par le biais de brusques mouvements sur les marchés financiers, peut-être favorisés par une inaction collective au plan des politiques. Même dans ce cas, les risques paraissent gérables et l'existence d'un environnement porteur de la croissance donne une occasion opportune de se concentrer sur les problèmes à long terme.

### **Les 25 prochaines années de la mondialisation — augmentation des revenus, recul de la pauvreté, trois grandes menaces à la croissance**

L'évolution démographique sera l'un des principaux déterminants de l'évolution future de la situation. La population mondiale, qui se chiffre actuellement à environ 6,5 milliards de personnes, devrait atteindre les 8 milliards d'ici 2030, ce qui représente une augmentation moyenne de 60 millions de personnes par an. Plus de 97 % de cet accroissement aura lieu dans les pays en développement. La population devrait diminuer dans les pays de l'Union européenne et au Japon, et la majeure partie des augmentations affichées par d'autres pays riches résultera des migrations. Elle continuera d'augmenter en Chine, le plus grand pays du monde, plus lentement toutefois que dans la plupart du monde en développement. L'Inde, qui connaît une expansion démographique plus rapide, dépassera probablement la Chine en tant que pays le plus peuplé du monde au cours de cette période. La population active mondiale passera de à peine plus de 3 milliards de personnes aujourd'hui à 4,1 milliards en 2030, ce qui représente un taux de croissance supérieur à celui de l'expansion démographique. Le taux de dépendance économique diminuera probablement durant cette période, ce qui aura pour effet de stimuler durablement l'expansion mondiale.

Si le scénario de base présenté dans ce rapport se matérialise, la croissance économique mondiale sera légèrement plus rapide sur la période 2006-2030 que sur la période 1980-2005. Cette croissance sera toutefois de plus en plus alimentée par les pays en développement dont le

revenu par habitant augmentera de 3,1 % par an en moyenne contre 2,1 % pour la première période ce qui se traduira, dans les pays en développement, par des niveaux de revenu moyens par habitant de l'ordre de 11 000 dollars en 2030 contre 4 800 dollars actuellement<sup>2</sup>, soit approximativement le niveau de revenu actuel de la République tchèque et de la République slovaque. Le revenu moyen dans les pays riches augmentera aussi considérablement puisque, pour les enfants de la génération de l'après-guerre, il devrait atteindre près du double de celui de leurs parents.

Le produit de l'économie mondiale passera de 35 milliers de milliards en 2005 à 72 milliers de milliards (à taux de change et prix du marché constant) en 2030, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de l'ordre de 3 % — 2,5 % pour les pays à revenu élevé et 4,2 % pour les pays en développement. Même si les revenus des pays en développement sont encore inférieurs au quart de ceux des pays riches en 2030, ils continueront néanmoins de converger vers ceux des pays riches (figure 2). Il s'ensuit que des pays aussi divers que la Chine, le Mexique et la Turquie afficheront des niveaux de vie moyens approximativement comparables aux niveaux ceux observés actuellement en Espagne.

Ces nouvelles sont bonnes pour les populations pauvres. Les conséquences d'une croissance soutenue sur la réduction de la pauvreté dans le monde sont pour le moins considérables. Malgré l'expansion démographique, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté — en dessous du seuil de pauvreté de un dollar par jour — devrait tomber à 500 millions, contre 1,1 milliard actuellement. De même, le nombre de personnes ayant moins de deux dollars par jour pour vivre devrait être ramené en dessous de 1,5 milliard, soit un milliard de moins que maintenant. En dernière analyse, la pauvreté reculera malgré la poursuite de l'expansion démographique.

Les pays en développement qui, autrefois, étaient considérés être en marge de l'économie mondiale, en deviendront le principal moteur. La contribution globale des pays en développement au produit mondial passera d'environ d'un cinquième à près d'un tiers (figure 3). Leur part du pouvoir d'achat mondial dépasserait 50 %. Actuellement, six pays en développement comptent plus de 100 millions d'habitants et affichent un produit intérieur brut (PIB) annuel supérieur à 100 milliards de dollars. D'ici 2030, si l'on se base sur des hypothèses de croissance économique raisonnables, au moins 10 pays atteindront ces deux seuils<sup>3</sup>.

L'intégration mondiale entrera probablement dans une nouvelle phase. Dans pratiquement toutes les économies en expansion, l'importance du commerce — indiquée par la part des échanges dans le PIB — augmentera, poursuivant ainsi l'évolution observée au cours des 20 dernières années. L'augmentation de la part des échanges au cours des 25 prochaines années sera alimentée par un nouvel essor du commerce des services. Le commerce mondial des biens et services, qui augmente plus rapidement que le produit, devrait plus que tripler pour atteindre 27 milliers de milliards de dollars en 2030 (figures 4 et 5).

Cet accroissement sera imputable pour environ moitié aux pays en développement. Il s'ensuit qu'une part de plus en plus importante de la production mondiale de biens et de services émanera des pays en développement qui sont en mesure de saisir les nouvelles opportunités. Par exemple, l'agriculture est à l'origine d'environ 2 % de la valeur ajoutée économique dans la plupart des pays riches ; cette part se rétrécira pour ne plus se limiter qu'à quelques créneaux très particuliers. Quelques régions et pays riches en ressources, parmi lesquels l'Amérique latine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, seront à l'origine de 90 % de la production mondiale de

sucres, de 50 % de la production céréalière et de 40 % des produits laitiers. Le dépassement ou la non-réalisation des projections dépendra dans une large mesure des politiques suivies durant cette longue période.

Plusieurs facteurs pourraient modifier à la hausse ou à la baisse ces perspectives optimistes. Le scénario de base à long terme présenté ici est suffisamment robuste pour résister à des récessions périodiques, des conflits régionaux isolés, voire même un grand nombre des crises déstabilisatrices comme celles que le monde a traversées au cours des 30 dernières années. Ces menaces pèseront probablement davantage sur des économies régionales ou nationales particulières que sur l'économie mondiale et, si l'on se base sur l'évolution passée, devraient être de relativement courte durée. Entre 1980 et 2005, l'économie mondiale s'est développée à un rythme régulier malgré plusieurs grandes perturbations — notamment la crise de la dette en Amérique latine, l'effondrement de l'Union soviétique, la crise en Asie de l'Est, deux récessions mondiales et la tragédie du 11 septembre 2001. Ces événements n'ont eu que des effets de courte durée sur la croissance mondiale et un impact marginal sur la progression régulière de la mondialisation, même si leurs répercussions ont continué à se faire sentir au niveau régional pendant des années. On peut en déduire que l'évolution fondamentale à long terme examinée ici, sinon les taux de croissance retenus comme hypothèse, est relativement à l'abri de tous les chocs à l'exception des plus violents et des plus durables.

Par ailleurs, il se peut que le monde se trouve dans une situation encore plus favorable que celle décrite dans le scénario de base — peut-être par suite d'améliorations technologiques non prévues, d'innovations plus importantes dans les processus commerciaux qui se prêtent à une accélération du processus de mondialisation, et de l'adoption généralisée de politiques judicieuses dans les pays. En fait, le processus d'intégration permet de diffuser davantage d'informations sur les politiques qui donnent de bons résultats. Il a également pour effet de raccourcir la période durant laquelle les politiques peu judicieuses sont poursuivies, les capitaux d'investissement et les ressources humaines pouvant plus facilement sortir des pays dont les performances sont insuffisantes. Ce phénomène de discipline deviendra probablement plus efficace au fur et à mesure de l'intégration des marchés des capitaux, des marchandises et des technologies. Le scénario optimiste présenté dans le rapport (figure 6) repose sur l'hypothèse selon laquelle les pays fonctionnent à un niveau plus proche de leur potentiel réel à long terme. Le scénario de croissance rapide décrit ici, qui repose sur l'hypothèse du maintien des solides taux de croissance affichés au cours des cinq dernières années, se traduirait par des niveaux de revenus en 2030 supérieurs d'environ 45 % à ceux indiqués par les projections du scénario de base et à une diminution de la pauvreté absolue (un dollar par jour) qui toucherait non plus environ 20 % mais moins de 4 % de la population mondiale en 2030.

Deux points ressortent de l'examen des scénarios (chapitre 2). Premièrement, les politiques mises en oeuvre ont un impact. La poursuite de politiques intérieures et internationales judicieuses sur de longues périodes peut entraîner un relèvement des niveaux de revenus dans le monde entier, et plus particulièrement dans certains pays. Deuxièmement, que les taux de croissance fondamentaux soient faibles ou élevés, la dynamique de tout scénario probable provoquera des tensions auxquelles les responsables de l'action publique doivent prêter attention dès maintenant. Le rapport analyse dans le détail trois principales sources de tensions dans l'économie mondiale, qui constituent trois grandes menaces pour la croissance : le creusement des inégalités, l'augmentation des tensions sur les marchés mondiaux du travail et l'apparition de nouvelles pressions environnementales.

**L'inégalité de revenu pourrait s'accroître, entre pays et à l'intérieur des pays**

Il est probable que les bénéfices de la mondialisation soient inégalement répartis entre les régions et les pays (chapitre 3). Du fait des tendances sous-jacentes de la croissance et de la présence de nombreux États fragiles sur ce continent, l'Afrique est vraisemblablement la région la plus susceptible de voir s'aggraver son retard. Mais, elle est également celle qui a le plus de bénéfices à tirer de l'intégration car elle peut profiter de l'écart technologique et salarial pour amorcer une croissance forte et soutenue.

Fait également préoccupant, des forces puissantes dans l'économie mondiale auront peut-être tendance à accroître les inégalités dans nombre d'économies nationales. Même si une partie importante des pays en développement pourrait entrer dans ce que l'on peut appeler la « classe moyenne mondiale », certains groupes sociaux peuvent demeurer en marge de cette évolution, voire être laissés pour compte dans le processus de la croissance. Les travailleurs non qualifiés, en particulier, pourraient être particulièrement victimes de ce phénomène. Les avancées technologiques, en créant une demande pour l'acquisition de compétences plus avancées, agrandissent le fossé entre les salaires des travailleurs qualifiés et ceux des travailleurs non qualifiés. Les profils démographiques qui ont une incidence sur les ratios de dépendance sociale (le ratio de travailleurs par rapport aux jeunes et aux retraités) et le niveau d'instruction sont également des facteurs importants.

L'on a constaté généralement qu'il n'y a pas systématiquement de lien de causalité direct entre les échanges commerciaux et l'élargissement de l'écart salarial dans tous les pays. Cependant, lorsqu'elles s'associent aux mutations technologiques et, dans une moindre mesure, à l'investissement étranger, ces forces découlant du processus de mondialisation peuvent agir ensemble pour accroître les inégalités dans de nombreux pays — tout en poussant les revenus moyens à la hausse.

***L'émergence future d'une classe moyenne***

D'ici à 2030, 1,1 milliard de personnes dans les pays en développement — 16 % de la population mondiale — appartiendront à la classe moyenne mondiale, qui comptait 400 millions de personnes en 2005. Les familles de quatre personnes appartenant à cette classe gagnent entre 16 000 et 68 000 dollars à parité de pouvoir d'achat (figure 7). (Comme la définition utilisée ici est en valeur absolue et basée sur un barème mondial, la plupart de ceux qui se considèrent comme membres de la classe moyenne dans les pays à haut revenu sont classés dans la catégorie des riches à l'échelle mondiale, tandis que nombre de personnes considérées comme riches dans les pays en développement sont rangés dans la classe moyenne mondiale). Il ne fait aucun doute que les membres de cette frange importante de la population participeront activement au marché mondial, exigeront des produits de catégorie mondiale et aspireront à un enseignement supérieur de niveau international. En d'autres termes, ils auront le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter des automobiles (peut-être d'occasion), pour acheter de nombreux produits de consommation durable et pour voyager à l'étranger.

Bien qu'étant encore une minorité dans leurs propres pays, les nouveaux membres de la classe moyenne mondiale auront des exigences nouvelles et tout à fait différentes vis-à-vis des structures politiques locales. Leurs moyens d'existence et leurs niveaux de consommation seront probablement rattachés au marché mondial ; ainsi que le montrent les études examinées au chapitre 3, il est probable que leurs penchants politiques sont plutôt en faveur de l'accès au

marché international, sinon d'une plus large ouverture. Ils sont plus susceptibles de réclamer la transparence dans la gouvernance politique et institutionnelle, la certitude des contrats et des droits de propriété — qui sont autant d'éléments caractéristiques d'une amélioration du climat de l'investissement.

La plupart de ceux qui entreront dans la classe moyenne le feront parce qu'ils sont capables d'opérer le passage de l'agriculture aux secteurs manufacturier et des services ou d'acquérir plus rapidement que leurs compatriotes des compétences ayant une certaine valeur. Pour un taux de croissance donné, les politiques qui permettent la mobilité entre les secteurs et qui offrent un accès plus large à l'éducation peuvent accélérer la croissance économique en créant des débouchés et en encourageant tous les citoyens à mettre en valeur leur potentiel de production.

### *L'Afrique et certains groupes à l'intérieur des pays pourraient accuser un certain retard*

L'Afrique subsaharienne devra déployer des efforts considérables, avec le concours de la communauté internationale pour ne pas manquer ce rendez-vous (figure 8). Aujourd'hui, la moitié du dixième le plus pauvre de la population mondiale vit en Asie ; d'ici à 2030, la part de l'Asie dans le dixième inférieur sera réduite à un cinquième dans le scénario central. Par contre, l'Afrique, qui abrite actuellement un tiers des personnes les plus pauvres, pourrait voir doubler sa part du dixième inférieur d'ici à 2030. Cette région a en effet le potentiel pour réaliser une croissance plus rapide, et ce potentiel pourrait être mis à profit si des améliorations durables étaient apportées à l'environnement décisionnel et au climat de l'investissement. La condition essentielle réside dans la cessation des conflits civils et leur effet paralysant qui limite le développement dans plusieurs régions de l'Afrique subsaharienne. Dans le scénario élevé décrit au chapitre 2, le revenu de l'Afrique pourrait être deux fois supérieur au niveau prévu dans le scénario central (se reporter à la figure 6).

Tandis que les pays en développement sont en train de combler l'écart de revenu avec les pays riches, jusqu'à deux tiers — plus de 80 % des pays en développement en dehors de la Chine — peuvent connaître une aggravation des inégalités internes, ce qui annihilerait les effets de la croissance sur la réduction de la pauvreté et attiserait les tensions sociales qui pourraient faire dérapier la croissance. La démographie exerce également une influence car les sociétés vieillissantes tendent à devenir plus inégales. Mais le principal déterminant est le creusement de l'écart de potentiel salarial entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs non qualifiés (figure 9). Cette situation s'explique par le fait que les investissements en faveur du capital et des technologies créent une demande rapidement croissante pour l'emploi de travailleurs qualifiés. Les simulations fournies dans ce rapport laissent penser que les effets conjugués de ces forces — technologie, mondialisation, démographie et demande de main-d'œuvre qualifiée — pourraient élargir l'éventail de répartition des revenus dans pas moins de deux tiers des pays, y compris un grand nombre des pays en développement les plus peuplés.

Comme dans certains pays les filles sont privées d'accès à la scolarisation, les femmes dans ces pays sont plus susceptibles d'entrer sans aucune compétence sur le marché du travail. Cette discrimination les condamne en effet à être exclues de l'accès aux débouchés engendrés par la mondialisation. Aussi, subissent-elles beaucoup plus durement l'effet grandissant de la prime à la compétence.

Différentes mesures peuvent permettre de construire des pays et un monde plus égalitaires. Les gouvernements peuvent offrir des opportunités aux pauvres en investissant davantage dans

l'éducation. Les investissements en faveur de l'éducation des filles peuvent constituer un complément important aux actions visant la réduction de la discrimination fondée sur le sexe sur le lieu de travail. Une assiette fiscale structurée autour d'une classe moyenne en pleine croissance pourrait générer des ressources additionnelles pour l'éducation et d'autres investissements favorables aux pauvres. De plus, il est indispensable d'augmenter l'aide au développement en faveur des régions qui accusent un retard et des pays les plus pauvres (et de rendre cette aide plus efficace). Surtout, des investissements devront être consentis pour éliminer les goulots d'étranglement dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation et de la santé. Enfin, l'accroissement de l'accès des pays pauvres aux marchés internationaux (et le relèvement subséquent des niveaux de vie) par l'achèvement du cycle de Doha des négociations commerciales mondiales, actuellement suspendu, et l'abaissement unilatéral des barrières pourraient permettre une augmentation des revenus dans les pays pauvres. Les mesures visant à développer le commerce doivent être couplées avec l'aide afin de surmonter les contraintes liées à l'offre qui pèsent actuellement sur le commerce des pays pauvres en développement. Parmi ces contraintes, les politiques internes contre-productives sont souvent les plus importantes.

### **Les débouchés d'approvisionnement en Chine, en Inde et sur le marché mondial exerceront une pression sur les marchés de l'emploi, notamment pour les travailleurs non qualifiés**

L'action conjuguée des progrès technologiques rapides, le commerce florissant de marchandises et le recours de plus en plus important à des fournisseurs internationaux de services exercent de nouvelles pressions sur les marchés du travail, pressions qui ne feront que s'accroître au cours des 25 prochaines années (chapitre 4). La mondialisation ouvre des possibilités pour une croissance des exportations et l'accès à un éventail plus large de produits importés à moindre coût susceptibles d'alimenter la hausse de la productivité et d'augmenter les niveaux de vie moyens. Mais en créant un marché mondial progressivement plus intégré de la main-d'oeuvre, elle impose des coûts d'adaptation à certains groupes à l'intérieur des pays, exerçant ainsi des pressions à la baisse sur les salaires, réduisant la sécurité de l'emploi et rendant nécessaires la reconversion et la relocalisation. S'il est vrai que les salaires des travailleurs non qualifiés dans presque tous les pays ont augmenté avec l'accroissement de la productivité qui a accompagné la mondialisation, les travailleurs non qualifiés ont reçu des hausses de salaires inférieures à celles des travailleurs qualifiés — et ont eu plus de mal à préserver leur emploi. Les projections contenues dans le présent rapport offrent peu de raisons de croire que cette situation évoluera dans les décennies à venir.

Un facteur qui nécessitera une réponse particulièrement appropriée est la montée de la Chine, de l'Inde et d'autres pays en développement comme puissances industrielles et, avec l'importance grandissante de l'échange des services, comme fournisseurs de services au marché mondial. Si les implications qualitatives de la hausse constante des exportations de produits manufacturés en provenance de la Chine et de l'Inde sont les mêmes que lors de l'émergence des tigres d'Asie il y a de cela plus d'une décennie, leur taille fait planer de façon plus menaçante le spectre d'une vive concurrence à l'exportation. Les importations des pays à haut revenu provenant de l'ensemble des pays en développement sont passés de moins de 15 % dans les années 70 à près de 40 % aujourd'hui — mais, plus important, leur part devrait monter à plus de 65 % en 2030 (figure 10). Du fait de cette situation, les travailleurs dans les pays riches font déjà face à la concurrence des

pays offrant des bas salaires. Cette pression ne fera que s'intensifier au cours des 25 prochaines années.

De nombreux pays en développement craignent que les exportations provenant de ces nouveaux gros intervenants inondent leurs marchés locaux, les poussent hors du marché d'exportation mondial, anéantissent toute possibilité de diversification vers les secteurs manufacturiers comme voie de passage vers une croissance plus forte et absorbent le réservoir d'investissement étranger direct (IED). Les pays à haut revenu craignent que si les grandes économies émergentes arrivent facilement à acquérir et maîtriser les technologies les plus récentes, leurs exportations puissent bientôt dépasser celles des marchés de haute technologie.

L'ouverture du marché mondial de l'approvisionnement en services exerce des pressions analogues. Le transfert aux entreprises dans les pays en développement d'activités de service autrefois non marchands met en péril l'emploi à col blanc dans ces secteurs d'activité aussi bien dans les pays à haut revenu que dans les pays en développement avancés. Les exportations de services ont augmenté à pas de géant dans de nombreux pays en développement (figure 11), offrant des possibilités de gains de productivité dans les pays à haut revenu et les pays en développement — mais ont entraîné un renouvellement des emplois dans les métiers à col blanc qui ne faisaient pas auparavant l'objet d'échanges marchands. La disponibilité à l'échelle mondiale de ces emplois qualifiés relativement bien rémunérés, contrairement au déplacement des industries à faible niveau de compétences, pourrait ruiner les investissements des travailleurs à col blanc dans le savoir propre à leur entreprise.

L'analyse fournie dans le présent rapport indique que trois facteurs sont susceptibles d'atténuer ces effets à moyen et même à long terme.

- Premièrement, la croissance des marchés chinois, indien et des autres marchés émergents offre aux autres pays en développement et pays développés des possibilités d'accroître leurs exportations. À mesure que la Chine et l'Inde augmenteront leurs exportations, elles devront accroître les importations d'intrants intermédiaires, d'énergie, de technologie et de biens d'investissement. Portée par la demande chinoise, l'Asie a été la principale source de la croissance accélérée des exportations en Afrique et en Amérique latine à la fin des années 90 et au cours des premières années de la présente décennie (figure 12).
- Deuxièmement, à mesure que les exportations et les niveaux de vie augmentent au niveau local dans ces économies émergentes, les salaires (et les taux de change) augmentent également, créant un espace permettant aux pays à faible revenu de se tourner vers les activités à faible niveau de compétence abandonnées par les producteurs dans les grands pays émergents. En Chine, les salaires augmentent déjà plus rapidement que dans de nombreux autres pays en développement, une tendance qui devrait se maintenir (figure 13).
- Troisièmement, il faudra du temps pour développer des institutions sociales pouvant favoriser une économie de marché dynamique en Chine et en Inde, ce qui permet à des pays plus petits et mieux à même de s'adapter de progresser plus rapidement dans le développement institutionnel et aux pays riches de continuer d'être en tête des innovations porteuses de gains de productivité. Le transfert des activités de service des pays riches vers les pays pauvres, qui s'accompagne d'un transfert de savoir-faire, sera



ralenti dans la mesure où les cadres institutionnels ne parviennent pas à garantir la protection de la propriété de ces biens et découragent ainsi l'IED.

Malgré cette conclusion optimiste, la réponse des autorités publiques des pays déterminera si ces derniers feront partie de ceux qui tireront profit des nouveaux débouchés pour améliorer leurs niveaux de vie — ou resteront à la traîne. Les mesures prises pour s'adapter, plutôt que de s'opposer, à l'intégration du marché international permettront de poser les jalons de la croissance et de la création future d'emplois. L'ouverture au commerce et à l'IED deviendra toujours plus primordiale si les pays pauvres souhaitent absorber les technologies et les connaissances provenant de l'étranger et saisir les opportunités créées par la demande croissante en Chine et en Inde et le déplacement de la production vers ces pays. Mais l'ouverture seule ne suffira pas à favoriser l'intégration en l'absence d'un climat de l'investissement attractif et d'institutions et politiques solides pouvant permettre le déplacement des ressources (main-d'œuvre, capital et connaissances) des secteurs à faible rendement vers les secteurs à haut rendement. Développer les activités à forte intensité de savoir pour en faire les déterminants futurs de la croissance nécessitera d'investir dans les institutions et les cadres de politique générale qui favorisent l'innovation et d'offrir une formation et un apprentissage continu adaptés à tous les travailleurs.

Même dans les environnements de politique générale et institutionnels les plus propices, il faudra des mesures pour amortir les coûts d'adaptation associés à l'évolution rapide des exigences de la population active et à la dislocation involontaire. Les prévisions indiquent que les rendements de la main-d'œuvre qualifiée continueront d'augmenter plus rapidement que ceux de la main-d'œuvre non qualifiée, ce qui accentuera les tendances naturelles à l'agrandissement de la fracture salariale observées aujourd'hui dans de nombreux, sinon dans la plupart des pays et soulignera la nécessité d'adopter des politiques publiques de soutien en faveur des travailleurs situés au bas de l'échelle. Ensemble, la volatilité et l'inégalité salariale croissante plaident en faveur de politiques du marché de l'emploi axées sur la protection des travailleurs plutôt que sur la protection des emplois. Ces évolutions militent également en faveur de la création de débouchés pour les personnes à faible revenu à travers des investissements dans l'éducation et les infrastructures tout en évitant d'accorder des subventions aux activités inefficaces.

### **Les menaces contre l'environnement exigent une collaboration beaucoup plus multilatérale**

Les acquis de la croissance et de la mondialisation pourraient être menacés par leurs effets secondaires liés à l'environnement. Étant donné que les hausses de production accentuent la pollution transfrontalière, s'il est certain que les améliorations technologiques permettent de développer ou d'intensifier l'exploitation des rares ressources disponibles à l'échelle mondiale, les décisions au niveau national ont de plus en plus d'impact sur les autres pays. Ainsi, les institutions internationales seront tenues de jouer un rôle plus important dans un grand nombre de domaines — qui font tous intervenir des biens publics mondiaux<sup>4</sup> — où le fait de s'en remettre uniquement aux décisions des différents gouvernements ou du marché privé peut entraîner des conséquences néfastes. À mesure que les pays en développement renforceront leur présence sur la scène mondiale, leur intégration comme partenaires à part entière dans les solutions multilatérales aux problèmes mondiaux sera essentielle.

Atténuer le changement climatique, contenir les maladies infectieuses, et préserver les pêcheries marines représentent trois biens publics mondiaux de premier ordre qui démontrent la nécessité — et les avantages — de la coopération entre les décideurs à l'échelle internationale.

- Il découle de la hausse de la production industrielle que, en se basant sur les tendances observées actuellement avec les technologies existantes, les émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) doubleront approximativement d'ici à 2030 et se multiplieront par trois d'ici à 2050 (figure 14). Cela entraînera nécessairement une augmentation marquée des concentrations de GES dans l'atmosphère, avec les effets néfastes que cela entraîne sur la productivité future et — plus généralement — sur le bien-être des populations humaines à travers le monde. Le problème se pose en ces termes : comment fournir au mieux l'énergie nécessaire à la croissance tout en réduisant dans le même temps les émissions à des niveaux qui permettront éventuellement de stabiliser les concentrations atmosphériques. Même pendant la prochaine ou les deux prochaines décennies, les scientifiques insistent sur le risque — quoique encore très faible — que le réchauffement climatique provoque des bouleversements naturels suffisamment graves pour faire baisser dangereusement les taux de croissance en dessous des tendances historiques. Certes, des décennies se seront écoulées avant que les effets les plus graves du changement climatique ne commencent à se faire ressentir, mais il est quasiment certain que la réponse collective des dirigeants de notre monde aura de vastes conséquences sur le bien-être des générations futures.
- Les avancées technologiques et la hausse de la demande a accru les efforts de pêche en haute mer, provoquant la dégradation de l'environnement océanique et menaçant presque d'extinction certaines espèces précieuses. Les prises de poissons se sont déjà stabilisées (se reporter à la figure 15). Les calculs scientifiques effectués récemment prédisent l'épuisement presque total des stocks halieutiques d'ici à 2048 si des mesures collectives ne sont pas prises à l'échelle internationale pour limiter la pêche à des niveaux soutenable (se reporter à Worm et al. 2006). Les efforts déployés de longue date pour limiter les prises en mer à des niveaux soutenable ont connu peu de succès, car les faiblesses institutionnelles, les difficultés techniques et les incitations inadaptées, telles que les subventions à la pêche, empêchent une gestion durable.
- Quoique généralement bénéfique, l'interaction sans cesse croissante entre les économies nationales grâce aux échanges commerciaux et aux mouvements de populations a accru le risque de propagation des maladies contagieuses. Le VIH/SIDA (virus d'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficience acquise) en est une illustration. Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en est une autre. La menace actuellement la plus sérieuse est celle du virus de la grippe aviaire.

Ces exemples des effets indésirables de la mondialisation — agissant l'un à long terme, l'un à moyen terme et le dernier immédiatement — constituent des obstacles potentiels à l'expansion progressive de l'économie mondiale et pour les pays en développement en particulier. Certains des scénarios de dérèglement climatique les plus catastrophiques, s'ils se concrétisent, pourraient compromettre les perspectives de développement de pays, voire de régions entières à cause de leurs effets sur l'agriculture, l'eau et les écosystèmes. Selon l'analyse détaillée effectuée récemment par le gouvernement britannique, intitulée Stern Review, ne pas apporter de réponse au changement climatique pourrait, potentiellement, entraîner une réduction considérable du bien-être (baisse de la consommation par habitant de 5 à 20 %), tandis que le coût qu'occasionneront les efforts pour limiter la hausse des concentrations de GES à un niveau raisonnable serait d'environ 1 % du PIB annuel d'ici à 2050 (R.U. 2006). Ces coûts estimatifs de l'inaction sont beaucoup plus élevés que les estimations antérieures. Le rapport conclut qu'un

cadre international devrait inclure l'échange d'émissions afin d'encourager un meilleur rendement énergétique ; la coopération technologique en vue de garantir une adoption rapide ; une action pour réduire la déforestation et une assistance aux pays pauvres en développement pour promouvoir l'adaptation aux changements climatiques permanents.

De même, l'incapacité de contenir une épidémie pourrait freiner brutalement le commerce mondial, isoler certaines populations et imposer de lourdes pertes aux pays en développement affectés. La pêche marine incontrôlée, quoique potentiellement moins calamiteuse que le changement climatique ou une pandémie de grippe, pourrait dégrader de façon permanente une source d'aliments essentielle pour le monde et détruire des habitats en mer profonde et une diversité biologique irremplaçables.

Il y a lieu d'instaurer une collaboration multilatérale effective pour assurer la poursuite des objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté sans causer des dommages irréparables pour les générations futures. Les pays en développement occupent une place primordiale dans la maîtrise de ces risques. Bien que ces pays contribuent relativement peu au réchauffement de la planète à l'heure actuelle, les projections fournies dans ce rapport indiquent qu'ils ne tarderont pas à y contribuer de façon importante. En plus, si aucune mesure n'est prise, le niveau de vie qu'ils pourraient attendre autrement pourrait être mis en danger. De même, en raison de la disponibilité limitée d'infrastructures médicales et de soins infirmiers dans les pays en développement, une pandémie de grippe pourrait avoir des conséquences effroyables. Dans nombre de pays en développement, le poisson constitue un élément important de l'alimentation habituelle des populations et les pauvres subiraient le contrecoup d'une montée en flèche du prix du poisson, ainsi que de ses substituts, en cas de réduction des approvisionnements.

Les trois scénarios diffèrent quant au degré de consensus entre les décideurs politiques — et, dans une moindre mesure, entre les scientifiques — sur les risques que cela pourrait entraîner. Il existe un large consensus au niveau international quant à la nécessité de se prémunir contre la propagation de (certaines) maladies contagieuses et aux méthodes appropriées pour y arriver. Le risque d'épuisement des pêcheries marines est bien cerné, bien que des désaccords subsistent concernant le volume des ressources à engager, les limites à imposer sur les prises de poissons, et la manière de répartir l'accès aux pêcheries. Il existe un consensus au niveau international sur le fait que l'activité humaine contribue à la modification du climat et que les émissions industrielles sont directement liées aux concentrations de GES dans l'atmosphère, bien que des doutes persistent quant aux conséquences exactes des différents niveaux de concentrations en GES sur le changement climatique. Bien que les désaccords sur les faits dans chacun des scénarios aient entravé les efforts de coopération internationale, ils n'ont pas cependant sérieusement empêché d'aller de l'avant.

Pour les pouvoirs publics, le défi majeur dans la sauvegarde du patrimoine naturel international est celui de renforcer les conventions et institutions internationales. L'Organisation mondiale de la santé s'est attaquée efficacement au risque de pandémies à l'échelle mondiale. Le cadre juridique de base est en place pour préserver durablement la pêche marine, mais sa mise en application laisse souvent à désirer faute d'institutions solides. Il faudra davantage d'efforts pour mettre en place des institutions mondiales capables de réduire les inconvénients découlant du changement climatique. Des discussions sont en cours pour remplacer le Protocole de Kyoto, qui expire en 2012, par un accord plus global et plus ambitieux, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Dans le même temps, il serait utile de commencer à mettre en place d'autres instruments, tels qu'un système mondial pour l'échange de

permis d'émission et des moyens plus appropriés de surveillance des émissions dans les pays à haut revenu comme dans les pays en développement, de manière à permettre la mise en application rapide de mesures efficaces, une fois celles-ci arrêtées. Réaliser le consensus entre les décideurs politiques n'est certes pas chose aisée, mais il s'agit maintenant d'urgence.

### **Le monde en 2030**

Tous ces développements font partie des responsabilités nouvelles qui incombent aux décideurs politiques nationaux : gérer le processus de mondialisation ou courir le risque d'être écrasé par son rouleau compresseur. Ce contexte nouveau oblige à l'adoption des politiques gouvernementales à même d'assurer que les pauvres sont intégrés dans le processus de croissance par des investissements favorables aux plus démunis en matière d'éducation, d'infrastructures et par des transferts. De même, cela fait nécessairement appel à des mesures de soutien et à des investissements en faveur des travailleurs — tout en oeuvrant dans le même temps pour le changement, et non en le combattant.

Le renforcement de l'interdépendance économique impose également une responsabilité nouvelle à la communauté internationale en termes d'actions collectives à mener. Plusieurs réponses positives apparaissent évidentes. En premier lieu, l'accroissement du volume et de l'efficacité de l'aide au développement à travers les institutions multilatérales et bilatérales peut réduire la tendance de la mondialisation à générer une croissance inégalement répartie. En deuxième lieu, la libéralisation du commerce dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce peut ouvrir de nouveaux débouchés pour les pays pauvres et les populations démunies. La tâche la plus immédiate consiste à relancer le cycle de Doha afin d'aboutir à un accord qui abaisse les barrières commerciales érigées contre les produits issus du travail de la frange la plus démunie de la population mondiale, notamment dans l'agriculture et les industries à forte utilisation de main-d'oeuvre. Et dans un troisième temps, l'approfondissement des mécanismes institutionnels pour apporter une réponse aux menaces qui pèsent sur le patrimoine naturel international peut permettre de faire en sorte que la mondialisation ne soit pas détruite par son propre succès — en offrant des cadres d'échange où peuvent être résolus les désaccords concernant la manière dont les biens publics mondiaux dans lesquels toutes les nations ont en définitive un intérêt. La coopération multilatérale occupera, bien plus qu'aujourd'hui, une place importante dans le monde de plus en plus intégré de demain. La façon dont la communauté internationale gèrera, dans un effort conjugué, le processus d'intégration, déterminera si le monde de 2030 réalisera ses promesses.

## Notes

1. Plusieurs ouvrages qui invitent à la réflexion ont récemment été consacrés à ces thèmes ou à leurs variantes, et offrent des perspectives très différentes. Voir, par exemple, Dervis (2005), Friedman (2005), Goldin et Reinert (2006), Miskin (2006), Stiglitz (2006) et Wolf (2004) ainsi que différents articles parus dans *Foreign Policy*.
2. En dollars constants ajustés sur la base de la parité de pouvoir d'achat.
3. Les six pays actuels sont le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, et, plus récemment, le Mexique. À l'horizon 2030, le Bangladesh, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines et le Viet Nam atteindront ces deux seuils. Aujourd'hui déjà, les populations du Bangladesh, du Nigéria et du Pakistan dépassent les 100 millions d'habitants.
4. Parmi les exemples de biens publics mondiaux, en plus de la protection de l'environnement, on peut citer la garantie de la sécurité à l'échelle mondiale, le maintien d'un système commercial ouvert et non discriminatoire, et la préservation de la stabilité financière au niveau mondial. Bhargava 2006 fournit un aperçu utile sur un grand nombre de ces biens publics mondiaux.

## Références bibliographiques

- Bhargava, Vinay. 2006. *Global Issues for Global Citizens : An Introduction to Key Development Challenges*. Washington : Banque mondiale.
- Dervis, Kemal. 2005. *A Better Globalization : Legitimacy, Governance and Reform*. Washington : Center for Global Development.
- Friedman, Thomas. 2005. *The World Is Flat : A Brief History of the 21st Century*. New York : Farrar, Straus et Giroux.
- Goldin, Ian et Kenneth Reinert. 2006. *Globalization for Development : Trade, Finance, Aid, Migration, and Policy*. Washington : Banque mondiale.
- Gouvernement du Royaume Uni. 2006. *Stern Review : Economics of Climate Change*. Londres : Gouvernement du Royaume Uni.
- Miskhkin, Frederic S. 2006. *The Next Globalization* Princeton : Princeton University Press.
- Stiglitz, Joseph. 2006. *Making Globalization Work*. New York : Norton.
- Wolf, Martin. 2004. *Why Globalization Works*. New Haven : Yale University Press.
- Worm, Boris, E. Barbier, N. Beaumont, J. Duffy, C. Folke, B. Halpern, J. Jackson, H. Lotze, F. Micheli, S. Palumbi, E. Sala, K. Selkoe, J. Stachowicz et R. Watson. 2006. « Impacts of Biodiversity Loss on Ocean Ecosystem Services. » *Science* 314(5800) : 787–90.